

et les "mippes" nécessaires à la future religieuse et 800 livres sur l'aumône d'abat qui était la même pour toutes les religieuses, savoir 3000 livres. Si la novice venait à décéder dans l'année ou à quitter le couvent, les 800 livres restant acquises au monastère. Les 2800 livres restantes devaient être versées après la profession. Avant de prononcer ses vœux la nouvelle religieuse faisait son testament. Les frais de la prise d'habit étaient encore à la charge de la famille. (Cf. Joret, Bull. Par. n° 3 anné 1910).

Les principales fonctions ou obligations de ces religieuses étaient : 1^o de reciter l'office tous les jours ; 2^o d'élever des jeunes filles ; en 1790 elles avaient 12 pensionnaires ; 3^o de soigner les malades. En 1790 la municipalité écrivait dans un procès-verbal : « Elles guérissent des cancers, loupes et autres infirmités et démontrent beaucoup de générosité et de désintéressement envers les pauvres malades. »

Le personnel comprenait en 1790, 13 religieuses de chœur et 3 sœurs laïcs, savoir : Théleme de Chalosse, prieure (63 ans), abbesse Faytis, sous-prieure (43 ans), Elisabeth du Villasere (27 ans), Jeanne Duver (24 ans), Elisabeth Daurison (21 ans), Elisabeth Parenchon (18 ans), abbesse Gavenne (18 ans), Marie-Anne Gabat (61 ans), Marie-Anne Fontaine, procureure (20 ans), Catherine Gabard (40 ans), Marie Dourmar (38 ans), Anne Gabarien (30 ans), Catherine Lanemec (20 ans). Rose Nadan, convers (30 ans), Marie-Anne converse (39 ans), Marguerite Danis, converse (48 ans).

Toutes déclaraient en 1790 vouloir persister dans leur état. L'âge rendit facile à la plupart cet acte de persévérance. Les moins quinquaient auraient pu venir au couvent. La venerable prieure n'eût sans doute pas écrit comme la priere de 1718 cette lettre éplorée : « Je suis accablé, monsieur, par son logement effectif du commandant et de toute sa troupe. Avez-vous le cœur de me laisser à la merci de ces gens sans pitié qui ne délogeront qu'à force d'argent. Promenez bon, je vous prie, que j'ai recours à votre bourse et ne m'abandonnez point dans un besoin si pressant... Je receux avec plaisir tout ce que vous pourrez me donner et plus agréablement encore des occasions à vous prouver la parfaite considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, monsieur, votre très humble et obéissante servante... » (Lettre de M^e de Chillaud, prieure à M. de Doms, cité par M. Joret Bull. par. n° 3 mai 1790)

A la communauté était attaché un religieux de l'ordre de St. Dominique en qualité de confesseur ordinaire, d'aumônier et de régisseur des biens temporals. Il était logé, nourri, entretenu aux dépens du monastère.

Les biens du couvent comprenaient en 1790 : 1^o une maison, avec une église, des décharges et un jardin dans la ville du château, le tout d'une valeur locative de 1340 livres et capital de 24120 livres, adjugé pour ce prix pendant la Révolution ; 2^o une petite pièce de terre au-dessous du jardin affermée 12 livres ; 3^o deux métairies consistant en deux corps de maison, à chacune desquelles il y avait une grange et une étable à baup, l'une très bien bâtie, l'autre fort délabrée, d'une contenance de 69 journées 13 lattes, 7 escats, le tout en un tenant au lieu de Beineac, paroisse de Gagnac, à un revenu net de 2200 livres, pourmissionné en 1791 pour 47400 livres ; 4^o une métairie appelée aux places de la Forêt, paroisse du château de 58 journées 31 escats, plus une pieu à La Croix de Gansac